



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr. générale
12 décembre 2011
Français
Original : anglais

Commission de consolidation de la paix

Cinquième session

Formation Sierra Leone

12 décembre 2011

Rapport de la Commission de consolidation de la paix sur sa mission en Sierra Leone, du 8 au 12 mars 2010

I. Aperçu général

1. Une délégation de la formation Sierra Leone de la Commission de consolidation de la paix s'est rendue en Sierra Leone du 8 au 12 mars 2010. Elle était composée de :

- a) John McNee, Représentant permanent du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies et Président de la formation;
- b) Martin Palous, Représentant permanent de la République tchèque auprès de l'Organisation des Nations Unies;
- c) Park In-kook, Représentant permanent de la République de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies;
- d) Marjon V. Kamara, Représentante permanente du Libéria auprès de l'Organisation des Nations Unies;
- e) Gonzalo Gutiérrez Reinol, Représentant permanent du Pérou auprès de l'Organisation des Nations Unies;
- f) Sulay-Manah Kpukumu, Conseiller à la Mission permanente de la Sierra Leone auprès de l'Organisation des Nations Unies.

2. La délégation a évalué sur place la situation en Sierra Leone et tenu, avec des partenaires nationaux et internationaux, de vastes consultations portant sur toute une série de questions relatives à la consolidation de la paix, notamment :

- a) L'action de la Commission de consolidation de la paix en Sierra Leone, les progrès accomplis en matière de consolidation de la paix et les risques qui subsistent;
- b) L'état des engagements souscrits par les partenaires de développement ainsi que les moyens et méthodes à mettre en œuvre pour obtenir rapidement le



soutien financier et technique nécessaire à la mise en œuvre du Programme pour le changement et du document énonçant la vision commune du système des Nations Unies pour la Sierra Leone;

c) La contribution future de la Commission de consolidation de la paix aux domaines d'activités prioritaires recensés dans le document final de la session extraordinaire de haut niveau de la Commission de consolidation de la paix sur la Sierra Leone tenue le 10 juin 2009, à savoir : emploi et démarginalisation des jeunes; trafic de stupéfiants et criminalité transnationale; et bonne gouvernance et état de droit.

3. Durant sa mission, la délégation s'est entretenue avec le Président de la Sierra Leone, Ernest Bai Koroma; le Vice-Ministre des affaires étrangères, Vandi C. Minah; le Ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, Minkailu Bah; des représentants du Ministère de l'emploi et des services sociaux et du Ministère du commerce et de l'industrie; le Commissaire Abdul Tejan Cole de la Commission de lutte contre la corruption; des membres de l'Équipe spéciale mixte de lutte contre la drogue, de la Commission nationale des droits de l'homme et de la Commission électorale nationale; la Greffière du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, Binta Mansaray; les dirigeants des trois principaux partis politiques; le Président et des membres de la Commission indépendante des médias; des représentants de la presse, du corps diplomatique, de la communauté des donateurs et de la société civile; des fonctionnaires du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone (BINUCSIL) et de l'équipe de pays des Nations Unies; et des jeunes.

4. La délégation a effectué une visite d'une journée à Kenema, dans la province Orientale, où elle s'est entretenue avec William Juana Smith, Ministre résident pour la province, le maire de Kenema, plusieurs fonctionnaires et dirigeants politiques locaux ainsi que des chefs suprêmes. La délégation a également visité des projets locaux, dont certains axés tout particulièrement sur l'emploi et la démarginalisation des jeunes.

5. La délégation a remercié le Gouvernement sierra-léonais et le BINUCSIL de l'appui et de l'assistance considérables qu'ils avaient fournis.

II. Observations

6. Tout en prenant note des progrès récents que la Sierra Leone a accomplis dans toute une série de domaines en rapport avec la consolidation de la paix, notamment la réconciliation politique, la bonne gouvernance et les mesures de lutte contre la corruption et le trafic des stupéfiants, la délégation partage néanmoins les préoccupations exprimées par bon nombre de ses interlocuteurs qui estiment que des menaces non négligeables continuent de peser sur la paix et la sécurité. Le grave problème du chômage des jeunes mérite une attention toute particulière compte tenu des risques latents qui en découlent pour la stabilité du pays. La délégation est convenue que la communauté internationale devrait poursuivre l'action qu'elle mène dans le pays en vue de véritablement consolider le processus de paix et de jeter les fondements d'un développement à long terme durable.

7. La délégation a noté que la situation politique demeurerait stable mais précaire. Bien que les mesures prises pour donner suite au communiqué conjoint signé par les

partis politiques le 2 avril 2009 aient permis d'accomplir des progrès non négligeables, notamment en ce qui concerne la jeunesse et les zones rurales, un effort supplémentaire s'impose si l'on veut remédier aux facteurs à l'origine des violences politiques qui se sont produites en mars 2009. En particulier, le dialogue entre les parties et la confiance mutuelle demeurent limités. Il faudrait s'employer davantage à favoriser l'émergence d'une opposition constructive et viable au sein du système politique sierra-léonais. Les efforts entrepris en vue de mettre durablement en place un système multipartite tolérant, ouvert à tous et efficace, auquel participeraient pleinement les femmes et les jeunes, prendront une importance toute particulière durant la période qui précédera les élections de 2012. Le rôle joué par la coopération internationale dans ce domaine est considéré comme particulièrement crucial.

8. Les élections présidentielle, parlementaires et locales prévues pour 2012 marquent une étape politique décisive pour l'avenir de la Sierra Leone. Tous les interlocuteurs ont insisté sur les risques que la tenue de ces élections faisait courir à la paix et à la sécurité. La délégation tient à appeler l'attention de la Commission de consolidation de la paix et de la communauté internationale tout entière sur ce point important et demande instamment qu'une assistance et des ressources suffisantes soient fournies pour que les préparatifs de ces élections aient lieu dans les délais voulus.

9. Les perspectives économiques demeurent relativement encourageantes, les taux de croissance devant, selon les estimations, dépasser les 5 % au cours des prochaines années. Néanmoins, au vu de la croissance démographique et de la forte dépendance de la Sierra Leone vis-à-vis de l'assistance étrangère, les taux de croissance prévus ne seront pas suffisants pour extraire la majorité de la population de la pauvreté.

Chômage des jeunes

10. Le chômage des jeunes est considéré par beaucoup comme un obstacle essentiel à la consolidation de la paix, intrinsèquement lié à la dynamique politique du pays. Les efforts visant à remédier à ce problème sont en train de s'accélérer, mais une plus grande clarté sur le plan stratégique et une meilleure coordination sont nécessaires. Il s'agit là d'un domaine où un appui concerté de la communauté internationale, et notamment de la Commission de consolidation de la paix, paraît indispensable.

11. La délégation s'est entretenue avec des membres du groupe de travail chargé du secteur de l'emploi des jeunes, qui est présidé par Minkailu Bah, Ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports. Elle a pris acte des efforts entrepris pour rééquilibrer les initiatives en faveur de l'emploi des jeunes de façon à créer des débouchés supplémentaires et à mieux faire coïncider le type d'enseignement, les compétences et la formation professionnelle disponibles avec la demande. Le Gouvernement sierra-léonais est en train de créer une commission nationale de la jeunesse qui centralisera les initiatives nationales et internationales dans ce domaine.

12. La délégation a salué les efforts toujours plus nombreux déployés pour traiter le problème de l'emploi et de la démarginalisation des jeunes. Le Gouvernement sierra-léonais s'est fixé pour objectif de créer chaque année 100 000 nouveaux emplois pour les jeunes. Pour réaliser cet objectif ambitieux, il faudra procéder à

une analyse précise de la demande actuelle et potentielle de main-d'œuvre et accroître, en les portant au-delà de leur niveau actuel, les investissements étrangers directs ainsi que le volume de l'assistance internationale.

13. En outre, la délégation a eu à plusieurs reprises l'occasion de recueillir de vive voix les préoccupations et les expériences de jeunes issus de milieux très divers. Elle a été frappée par le sentiment d'exclusion ressenti par nombre de ses interlocuteurs et constaté que le niveau d'organisation et de coordination de nombreux groupes de jeunes était faible.

14. À Kenema, la délégation a pu mesurer sur place la contribution importante que l'obtention d'un emploi, aussi précaire soit-il, pouvait apporter à la démarginalisation des jeunes. Elle a pris connaissance d'un certain nombre d'activités susceptibles d'être développées consistant à offrir une formation aux jeunes ou à créer des emplois durables à leur intention, ou a entendu des exposés à ce sujet. Elle a en particulier pris connaissance d'un projet très prometteur de l'Agence allemande de coopération technique (GTZ) visant à réinsérer les jeunes au sein de leur communauté rurale. Elle considère que la communauté internationale devrait accorder une attention toute particulière et allouer des ressources suffisantes à ce type d'initiatives.

Gouvernance

15. La délégation a constaté que le Gouvernement sierra-léonais avait pris des mesures importantes pour lutter contre la corruption. Au cours de l'année écoulée, le Président a adopté une attitude très ferme sur cette question et plusieurs ministres ont été soit suspendus soit relevés de leurs fonctions. Tandis que la Commission de lutte contre la corruption continue de faire fond sur son indépendance et les pouvoirs qui lui ont été délégués pour poursuivre les auteurs des délits les plus graves, sensibiliser le public et renforcer les systèmes mis en place par le Gouvernement, la corruption continue d'être endémique en Sierra Leone et le problème est encore loin d'être résolu.

16. Plusieurs interlocuteurs ont souligné qu'il fallait renforcer les forces de police et doter celles-ci de ressources appropriées avant la tenue des élections de 2012. Il convenait également de s'efforcer de dissiper toute impression de parti pris et améliorer les relations entre la police et l'armée sierra-léonaises. La délégation a constaté qu'il fallait du matériel supplémentaire pour pouvoir intervenir rapidement en cas de troubles de l'ordre public et que l'on avait notamment besoin d'urgence de moyens de transport. À ce propos, la formation Sierra Leone de la Commission de consolidation de la paix a demandé des contributions en nature, sous forme de véhicules que la police pourrait utiliser tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de Freetown.

17. La délégation s'est entretenue avec des représentants de la Commission nationale des droits de l'homme qui lui ont brièvement rendu compte du fonctionnement des mécanismes en matière de droits de l'homme dont le pays s'était doté. La délégation a noté en particulier qu'il fallait continuer de donner suite aux recommandations de la Commission Vérité et réconciliation. Le dédommagement des victimes de guerre, en particulier de celles qui avaient subi des amputations, constitue une priorité.

18. Plusieurs interlocuteurs ont souligné que certaines questions demeurent en suspens ayant trait au Tribunal spécial pour la Sierra Leone et en particulier au procès de Charles Taylor pouvaient constituer des facteurs d'instabilité. La délégation a également entendu un exposé sur les questions résiduelles et les problèmes de patrimoine institutionnel en rapport avec le Tribunal susmentionné.

19. La visite effectuée à Kenema a montré à quel point il importait de procéder à une décentralisation rapide et efficace. Une extension des retombées de la paix aux zones situées à l'extérieur de Freetown serait bénéfique pour le pays sur les plans tant politique qu'économique. Cela est d'autant plus important que le pays se caractérise par de fortes affiliations régionales et que les zones rurales sont généralement les premières à montrer les signes d'instabilité politique. L'amélioration des systèmes de gouvernance et des services publics à l'extérieur de Freetown constitue également un aspect essentiel des efforts visant à promouvoir l'emploi des jeunes et accroître la productivité agricole. La visite a également permis à la délégation de se rendre compte des efforts que déploie l'équipe de pays des Nations Unies pour mener une action concertée sur le terrain.

20. La délégation s'est félicitée de la création de la Sierra Leone Broadcasting Corporation (Société sierra-léonaise de radiodiffusion), entité indépendante qui compte parmi les premières de ce type en Afrique, ainsi que du geste important qu'a fait le Président lorsqu'il a nommé un membre de l'opposition à la tête de la Société. Il est essentiel que celle-ci, lorsqu'elle deviendra opérationnelle, réponde aux très nombreux espoirs que la population a placés en son indépendance et son impartialité. La délégation a également eu l'occasion de s'entretenir avec des représentants des médias et a notamment insisté sur le rôle et les responsabilités spécifiques incombant aux médias dans le domaine de la consolidation de la paix.

Trafic de stupéfiants

21. La délégation a jugé impressionnants les efforts actuellement déployés par la Sierra Leone avec l'appui de la communauté internationale pour lutter contre le trafic de stupéfiants et recommandé que l'on investisse des ressources dans la lutte contre le blanchiment d'argent. L'approche intégrée adoptée par l'Équipe spéciale mixte de lutte contre la drogue constitue un modèle pour la région. Même s'il semble qu'elle ait pu, grâce à une action organisée et efficace, interrompre le transit sur son territoire de la cocaïne en provenance d'Amérique latine et destinée au marché européen, la Sierra Leone se heurte encore à des difficultés considérables et continuera d'avoir besoin de ressources et d'une assistance technique supplémentaires. Cet appui pourrait également jouer un rôle de prévention important. La production interne de marijuana est en hausse, laissant ainsi craindre une multiplication des problèmes socioéconomiques dans le pays et un développement de la contrebande dans la sous-région.

22. La délégation a insisté sur la nécessité d'une action concertée à l'échelle régionale. Elle a entendu un exposé sur les initiatives régionales en place et sur la coopération internationale avec les pays d'origine et les pays destinataires et été informée que les moyens limités dont disposait la Sierra Leone pour surveiller ses frontières maritimes continuaient de poser un grave problème à cet égard. Comme cela avait été précédemment souligné dans l'appel lancé par la formation Sierra Leone de la Commission de consolidation de la paix, une contribution en nature sous forme d'un patrouilleur côtier serait extrêmement utile.

Situation des femmes

23. La délégation s'est déclarée particulièrement préoccupée par la situation des femmes et des petites filles en Sierra Leone. L'incidence extrêmement élevée des violences sexuelles et sexistes et des mutilations génitales féminines est inacceptable. Le prochain anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité sera l'occasion de montrer à quel point il est important d'aborder ces questions. À ce propos, la délégation a accueilli avec satisfaction l'exposé que la Sierra Leone a fait devant la Commission de la condition de la femme le 3 mars 2010, date à laquelle elle a annoncé le lancement de son plan national d'action sur la mise en œuvre des résolutions 1325 (2000) et 1820 (2008). La délégation a invité le Gouvernement sierra-léonais et toutes les autres parties prenantes nationales et internationales à continuer de s'attaquer au problème de la promotion et de l'émancipation des femmes, notamment sur le plan politique. Elle a estimé qu'il était très important de renforcer le soutien apporté aux femmes, notamment en offrant à celles-ci une aide psychologique et en créant des structures d'hébergement permettant de protéger les victimes de violences sexuelles et sexistes.

III. Conclusions

24. La Sierra Leone a accompli des progrès considérables depuis la fin de la guerre civile et elle constitue un exemple réussi de consolidation multilatérale de la paix. La délégation a toutefois fait observer qu'il restait encore plusieurs problèmes de taille à régler avant que la Sierra Leone ne puisse s'engager pleinement sur la voie d'un développement à long terme durable. Un appui international constant est nécessaire si l'on veut surmonter les derniers obstacles.

25. Le Programme pour le changement et le document énonçant la vision commune du système des Nations Unies pour la Sierra Leone ont donné lieu à une stratégie complète et intégré de consolidation de la paix et de développement économique. Les partenaires internationaux alignent leur action sur un ensemble bien défini de priorités essentielles. À cet égard, le document final de la session extraordinaire de haut niveau de la Commission de consolidation de la paix sur la Sierra Leone demeure un guide pertinent et utile pour l'action future de cette commission.

26. Le Gouvernement sierra-léonais a félicité la Commission de consolidation de la paix de sa participation et défini certains domaines auxquels un appui pourrait être apporté à l'avenir. La Commission devrait :

- a) Continuer d'axer ses efforts sur la Sierra Leone, dans le cadre des efforts qu'elle déploie aux fins de la consolidation d'une paix durable;
- b) Plaider la cause de la Sierra Leone auprès de la communauté internationale, notamment pour ce qui est des domaines dans lesquels ce pays dispose de moyens limités;
- c) Aider la Sierra Leone à aborder ses problèmes de manière plus créative, notamment en examinant et mettant en commun les pratiques optimales retenues et les enseignements tirés dans des conditions analogues aux siennes;

d) Aider à rassembler les ressources nécessaires à la mise en œuvre du Programme pour le changement.

27. Le premier grand bilan des progrès accomplis dans le cadre des efforts de consolidation la paix menés en Sierra Leone, à la suite de la session extraordinaire de haut niveau sur la Sierra Leone, a été dressé en juin 2010. Conscients de leurs responsabilités mutuelles, le Gouvernement sierra-léonais et la communauté internationale ont fait le point de la mise en œuvre du Programme pour le changement, en tenant compte de leurs responsabilités et engagements respectifs.

28. La mise en œuvre du Programme pour le changement suppose une adhésion sans faille de toutes les parties prenantes à l'échelle tant nationale qu'internationale. Néanmoins, aucun soutien politique, quel qu'il soit, ne pourra assurer la réalisation d'un tel objectif si le financement n'est pas suffisant. Certains partenaires internationaux se sont engagés à maintenir l'assistance internationale à ses niveaux actuels lors de la réunion du Groupe consultatif qui s'est tenue à Londres en novembre 2009. La formation Sierra Leone devra de nouveau s'engager à débloquer des ressources en faveur de la Sierra Leone, en recherchant notamment des moyens plus créatifs et plus novateurs d'accroître le nombre de donateurs.

29. La délégation s'est félicitée du niveau d'intégration de l'ensemble des entités des Nations Unies présentes sur le terrain et placées sous la direction avisée du Représentant exécutif du Secrétaire général. Les entités sont convenues d'une vision commune qui s'harmonise pleinement avec le Programme pour le changement. Cette vision constitue un modèle qui mérite d'être soutenu de façon constante, notamment sur le plan financier. La délégation tient à souligner qu'il importe de financer le fonds d'affectation spécial multidonateurs de l'ONU pour la Sierra Leone, si l'on veut que les organes et organismes des Nations Unies puissent faire de la vision commune une réalité.

30. La délégation tient à remercier le Gouvernement sierra-léonais ainsi que les entités des Nations Unies présentes dans ce pays d'avoir fourni une vision claire du rôle important que la Commission de consolidation de la paix est appelée à jouer à l'avenir ainsi que de la contribution décisive qu'elle doit apporter.